

# La lettre de la zone franc

N° 4 • Décembre 2014

## SOMMAIRE

- » Faits saillants 1
- » Maintien de la dynamique de croissance en Afrique subsaharienne 2
- » Poursuite d'une croissance vigoureuse en UEMOA 3
- » Zoom sur... les répercussions économiques du virus Ebola en Afrique de l'Ouest 4
- » Rebond de la croissance économique en CEMAC 6
- » Tableau de bord Principales données 7

## ÉDITORIAL

*La croissance économique de l'Afrique subsaharienne s'est redressée rapidement en 2013 et est restée vigoureuse en 2014, s'appuyant sur une dynamique interne robuste. Les perspectives de croissance restent d'ailleurs très favorables pour les années à venir, soutenues par la réalisation de projets d'infrastructure, l'accroissement des capacités productives et agricoles et le développement progressif du secteur des services. Dans ce contexte, les pays de la zone franc apparaissent particulièrement dynamiques avec une croissance légèrement supérieure à la moyenne subsaharienne en 2014.*

*Toutefois, l'actualité africaine reste dominée par l'épidémie Ebola qui sévit dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et pourrait avoir un impact social et économique non négligeable sur la région (voir encadré). De nombreux autres risques pourraient en outre menacer la croissance africaine : une conjoncture internationale qui s'avérerait moins porteuse, un ralentissement de l'activité plus prononcé que prévu dans les pays émergents, en particulier en Chine, les effets incertains mais potentiellement défavorables de la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis ou des situations sécuritaires fragiles dans certains pays.*

*Dans ce contexte, le maintien d'une dynamique de croissance soutenue reste un objectif primordial qui requiert une gestion particulièrement délicate. Cette dernière doit en effet permettre une plus grande mobilisation des recettes publiques internes, la poursuite des investissements en infrastructures, une amélioration du climat des affaires et la réduction de la pauvreté, notamment via la création d'emplois de qualité, tout en évitant l'apparition ou le creusement de déséquilibres macroéconomiques.*

## Faits saillants

- En 2014, la croissance économique des pays de la zone franc devrait dépasser celle de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble.
- En UEMOA, la croissance se consolide dans la plupart des pays et pourrait atteindre 6,6 % en 2014. En plus des effets positifs de la reprise de la demande mondiale, la région bénéficie d'un regain de dynamisme dans le secteur agricole avec des effets d'entraînement sur les autres secteurs, notamment l'agro-alimentaire.
- En 2014, la zone CEMAC devrait bénéficier d'une forte accélération de sa croissance économique, qui pourrait atteindre 5,6 % selon les prévisions de la BEAC. Cette dynamique de croissance, qui est observée dans la plupart des pays de la Communauté, est largement soutenue par la demande interne.

Retrouvez ici  
les actualités  
de la zone franc

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

## Dernières publications

### L'inclusion financière en Afrique subsaharienne : faits stylisés et déterminants

Guérineau (S.) et Jacolin (L.)  
Revue d'économie financière, n° 116, à paraître

### Réussir l'intégration financière en Afrique

Synthèse de la conférence Banque de France-Ferdi du 27 mai 2014, Bulletin de la Banque de France, n° 198, à paraître

» <https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/la-recherche/seminaires-et-colloques/colloque-de-la-banque-de-franceferdi-reussir-lintegration-financiere-en-afrique.html>

### La mobilisation fiscale dans les pays de la Zone franc : principaux enseignements sur longue période

Boisset (L.) et Ehrhart (H.)  
Techniques financières et développement, n° 115, juin 2014

### Does migration foster exports? Evidence from Africa

Ehrhart (H.), Le Goff (M.), Rocher (E.) et Singh (R.)  
World Bank Policy Research Working Paper n° 6739, janvier 2014  
» [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2014/01/06/000158349\\_20140106132715/Rendered/PDF/WPS6739.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2014/01/06/000158349_20140106132715/Rendered/PDF/WPS6739.pdf)

## Maintien de la dynamique de croissance en Afrique subsaharienne

En dépit d'une reprise mondiale décevante et inégale et de tendances baissières observées sur les marchés des matières premières ces derniers mois, la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait, selon le FMI, se maintenir à 5,1 % en 2014 (cf. graphique) et s'accroître en 2015 pour atteindre 5,8 %. Cette performance s'explique principalement par la solidité de la demande interne (soutenue notamment par l'investissement public dans les infrastructures), le redressement de la production agricole et la diversification progressive des activités économiques.

Selon le FMI, ce dynamisme est particulièrement prononcé dans les pays à faible revenu, où la croissance pourrait atteindre 6,5 % en 2014. L'augmentation de la production agricole en Afrique australe, la poursuite des investissements publics dans les secteurs de l'énergie (Mozambique, Tanzanie), de l'électricité (Ouganda, Rwanda) ou des transports (Niger) et la stabilisation politique dans certaines zones (Mali) sont autant de facteurs qui devraient favoriser une croissance soutenue cette année, même dans les pays les plus fragiles.

Les pays exportateurs de pétrole devraient maintenir une croissance vigoureuse (6,0 % en 2014), tirée principalement par la bonne performance du Nigéria (7,0 % en 2014 contre 5,4 % en 2013). Ce dernier bénéficierait de la bonne tenue des activités non pétrolières et de la reprise de sa production de pétrole, mise

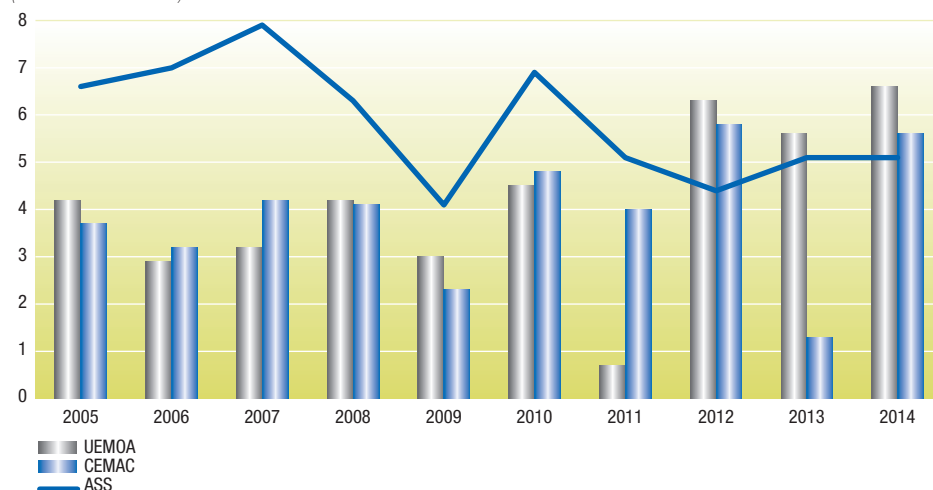
à mal en 2013 par des actes de sabotage des installations pétrolières.

En revanche, la croissance devrait encore décélérer dans les pays à revenu intermédiaire non exportateurs de pétrole (2,4 % en 2014 contre 3,1 % en 2013). L'atonie de la demande mondiale et le ralentissement des grands pays émergents ont mis au jour, dans ces pays, d'importants déséquilibres structurels. En Afrique du Sud, l'activité devrait poursuivre son ralentissement (1,4 % attendu en 2014) en raison de la persistance des conflits sociaux, notamment dans le secteur minier, et de l'atonie de la demande mondiale. Au Ghana, la croissance devrait continuer de pâtir des conséquences des importants déséquilibres macroéconomiques (avec un taux de croissance attendu de 4,5 % en 2014 contre 7,1 % en 2013).

Le renchérissement du coût des importations consécutif à la dépréciation significative de plusieurs monnaies africaines (cedi ghanéen, kwacha zambien, rand sud-africain) et la hausse du prix de certains produits alimentaires devraient contribuer à l'accroissement du taux d'inflation de la région qui pourrait atteindre 7,3 % fin 2014. L'inflation devrait néanmoins décélérer légèrement en 2015 (6,7 % anticipé en fin d'année) grâce à l'affaiblissement de ces facteurs temporaires haussiers, et plus encore si les pays concernés par la dépréciation de la valeur externe de leur monnaie engagent un resserrement de leur politique monétaire.

### Croissance du PIB réel

(variation annuelle en %)



Sources : BCEAO, BEAC, FMI.

Le FMI souligne plusieurs risques baissiers sur la croissance : l'accélération et la propagation de l'épidémie d'Ebola (voir encadré ci-après), la poursuite du ralentissement de la demande des

grands émergents ou encore la fuite des capitaux causée par la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis et l'accentuation des déséquilibres macroéconomiques dans certains pays.

## Poursuite d'une croissance vigoureuse en UEMOA

Au **Mali**, après la croissance nulle observée en 2012, suite à la grave crise politique et sécuritaire, l'évolution du PIB est repartie à la hausse en 2013 (+ 1,7 %) et celle-ci devrait encore s'accroître en 2014 (+ 6,5 %).

D'après la BCEAO, la consolidation de la croissance économique en 2014 serait principalement tirée par les secteurs primaire (agricole et minier) et tertiaire. L'exploitation de nouvelles mines d'or et la reconstruction des infrastructures devraient également favoriser la croissance. Les investissements publics nécessaires à la reconstruction et à l'exploitation de nouvelles mines devraient peser sur le déficit budgétaire hors dons qui devrait légèrement s'accroître en 2014 (7,7 % en 2014, contre 6,7 % en 2013 selon la BCEAO).

Ces perspectives économiques favorables restent bien sûr fortement conditionnées au maintien de la paix dans le pays et à l'évolution du cours des principales exportations (or et coton).

Les dernières estimations de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), faisant écho au scénario du FMI, prévoient une accélération sensible de la croissance en UEMOA (6,6 % attendus en 2014 contre 5,6 % l'année précédente). Ce dynamisme bénéficierait d'un renforcement de la croissance dans la plupart des pays (cf. graphique 2), en particulier en Guinée-Bissau (+ 2,4 points, à 2,7 %), au Mali (+ 4,8 points, à 6,5 %), au Niger (+ 2,4 points, à 6,5 %) et au Sénégal (+ 1,1 point, à 4,6 %), qui contrebalancerait le léger ralentissement de la principale économie de la région, la Côte d'Ivoire (- 0,5 point, à 8,2 %).

En 2014, l'inflation devrait encore décélérer et s'établir à 0,2 % en moyenne sur l'année selon la BCEAO (contre 1,5 % en 2013). Ce ralentissement reflète principalement la baisse des prix alimentaires et le niveau contenu du prix du pétrole, mais aussi l'influence indirecte d'une inflation modérée en zone euro, principal fournisseur de la région. Avec un taux d'environ 2 % en glissement annuel, l'inflation anticipée en 2015 devrait rester conforme à l'objectif de

stabilité des prix poursuivi par la BCEAO. C'est pourquoi, lors de la séance de son Comité de politique monétaire du 3 septembre 2014, la BCEAO a pris la décision de maintenir inchangés ses taux directeurs.

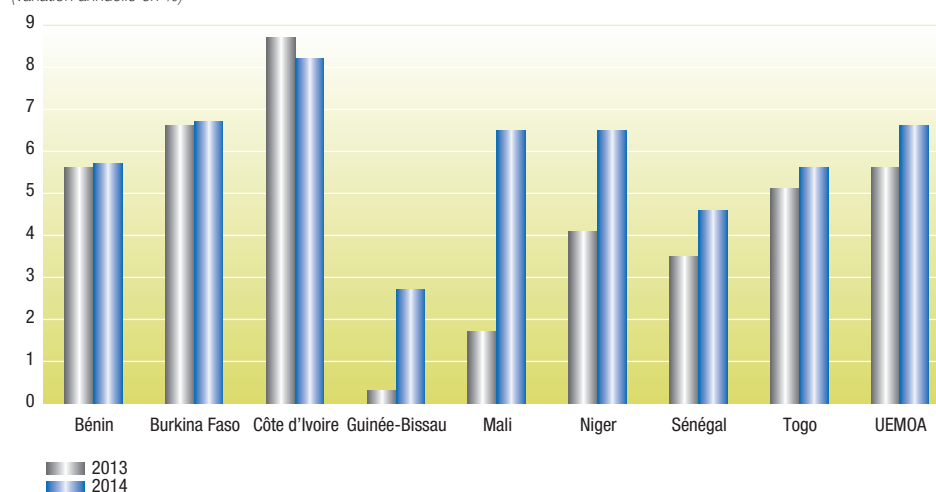
En revanche, le déficit budgétaire (hors dons) de l'Union pourrait se creuser en 2014 (- 7,0 % contre - 6,2 % en 2013, selon le FMI). Cela résulte de la hausse combinée des dépenses courantes (revalorisation des salaires dans certains pays, subventions, intérêts sur la dette) et des investissements publics dans les infrastructures, insuffisamment compensée par la progression des recettes fiscales.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, le solde des transactions courantes (dons inclus) devrait rester déficitaire (- 8,0 % du PIB en 2014 contre - 7,2 % en 2013, d'après le FMI), principalement en raison de la hausse des importations de biens d'équipement devant servir à la réalisation des projets d'infrastructure.

En 2015, d'après le FMI, la croissance en UEMOA devrait rester soutenue avec un taux de 6,2 %.

### Croissance du PIB réel

(variation annuelle en %)



Source : BCEAO.

## Zoom sur... les répercussions économiques du virus Ebola en Afrique de l'Ouest

À l'heure actuelle, les pays d'Afrique de l'Ouest tablent sur une croissance réelle d'environ 6,7 % en 2014. Selon les scénarios épidémiologiques envisagés, la propagation du virus Ebola pourrait leur faire perdre entre 0,3 et 1,1 point de croissance<sup>1</sup>.

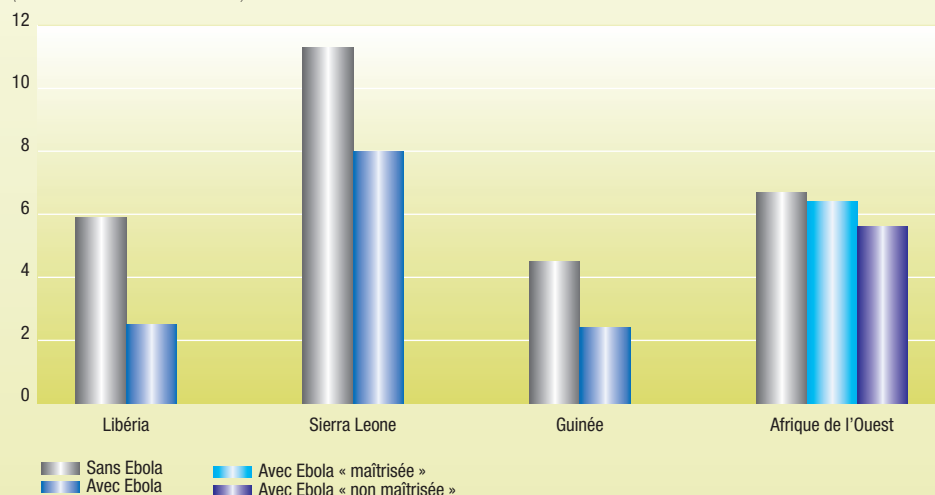
Au-delà des coûts directs de l'épidémie d'Ebola – jusqu'ici relativement limités – que représentent la hausse des dépenses de santé destinées à faire face à l'épidémie et l'impact sur le facteur travail (arrêts de travail, baisse de la productivité, etc.), ce sont bien les effets indirects – plus difficiles à quantifier – qui inquiètent, notamment *via* des comportements de « psychose » particulièrement néfastes pour les économies (restrictions exagérées à la mobilité des biens et des personnes, réduction de la participation au marché du travail, fermeture des usines et ralentissement de la production, chute des recettes touristiques, etc.).

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'épidémie d'Ebola qui touche actuellement l'Afrique de l'Ouest est d'une ampleur sans précédent<sup>2</sup>. Cette envergure s'expliquerait moins par les caractéristiques biologiques du virus que par le brassage des populations dans les zones les plus touchées, l'état des systèmes de santé et l'insuffisance des efforts fournis pour enrayer la propagation de l'infection.

Si les moyens matériels et financiers pour lutter contre l'épidémie d'Ebola ne sont pas renforcés, les épidémiologistes envisagent donc une accélération de la propagation de la maladie<sup>3</sup>. Les estimations des besoins de financement liés à la crise Ebola pour les six à neuf prochains mois varient entre 300 millions de dollars selon le FMI et plus de 600 millions selon les Nations Unies ou la Banque mondiale. À l'heure actuelle, seule une partie a effectivement été débloquée par la communauté internationale (130 millions par le FMI, 117 millions par la Banque mondiale, 130 millions de sources nationales). L'intervention de la communauté internationale est notamment ralentie par le manque d'instruments appropriés à ce genre de crise.

### Effet de l'épidémie d'Ebola sur la croissance économique de l'Afrique de l'Ouest en 2014

(taux de croissance annuel en %)



Source : Banque mondiale.

- 1 Différence entre un scénario où l'épidémie serait rapidement maîtrisée et limitée aux trois pays actuellement les plus touchés et un scénario avec accélération et propagation de l'épidémie aux pays voisins (Banque mondiale, octobre 2014).
- 2 Depuis mars 2014, le virus a affecté 10 098 personnes (dont 5 160 décès), principalement au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée (communiqué OMS du 12 novembre 2014).
- 3 Selon les modèles de prévision utilisés, l'épidémie pourrait toucher au total 20 000 personnes d'ici décembre 2014 (OMS), 1 million d'ici janvier 2015 (US Centers for Disease Control and Prevention) ou encore 700 000 d'ici début 2016 (Université de Toronto). Les simulations de la Banque mondiale ne sont pas très explicites sur le scénario privilégié et, de manière générale, une grande incertitude règne sur ce type de prévisions.

## Rebond de la croissance économique en CEMAC

**Centrafrique** : selon la BEAC, le PIB réel de la République centrafricaine (RCA) a chuté de 37,8 % en 2013 suite à la dégradation de la situation sécuritaire qui a paralysé l'ensemble des activités économiques du pays. Si le pays devrait renouer cette année avec une croissance légèrement positive, la situation reste fragile. Certains secteurs clés (production de diamant ou de coton par exemple) sont encore à l'arrêt ou en contraction. Le regain d'activité escompté devrait d'ailleurs, selon la BEAC, largement provenir de la consommation de services marchands (transport, hôtellerie-restauration) par le personnel des institutions internationales, tandis que la situation sécuritaire se normaliserait progressivement.

Tout comme le FMI, la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) se montre optimiste quant aux perspectives à court terme de la zone CEMAC. Après une croissance au ralenti en 2013 (1,3 %), l'activité économique de la CEMAC devrait connaître un rebond substantiel en 2014, renouant avec son rythme de croissance moyen de la dernière décennie (5,6 %). La BEAC prévoit en effet une accélération de la croissance dans l'ensemble des pays de la Communauté, notamment au Congo (9,5 %), au Tchad (9,5 %) et en République centrafricaine, où l'économie se normaliserait après les conflits de 2013.

La reprise s'expliquerait à la fois par le redressement de l'activité pétrolière (2,5 % en 2014 contre -7,4 % en 2013) et le dynamisme persistant du secteur non pétrolier (6,7 %). L'accélération de l'activité économique serait soutenue par une consommation privée vigoureuse et l'augmentation notable des investissements, notamment privés, en particulier dans le secteur pétrolier et les télécommunications.

Ce dynamisme de la demande intérieure devrait contribuer à faire remonter le taux d'inflation

à 3,7 % en 2014 selon la BEAC, dépassant alors la norme communautaire fixée à 3 %. Estimant toutefois que la stabilité monétaire n'est pas remise en cause, la BEAC a décidé lors de la séance du Comité de politique monétaire du 28 octobre 2014, de ne pas modifier ses taux directeurs.

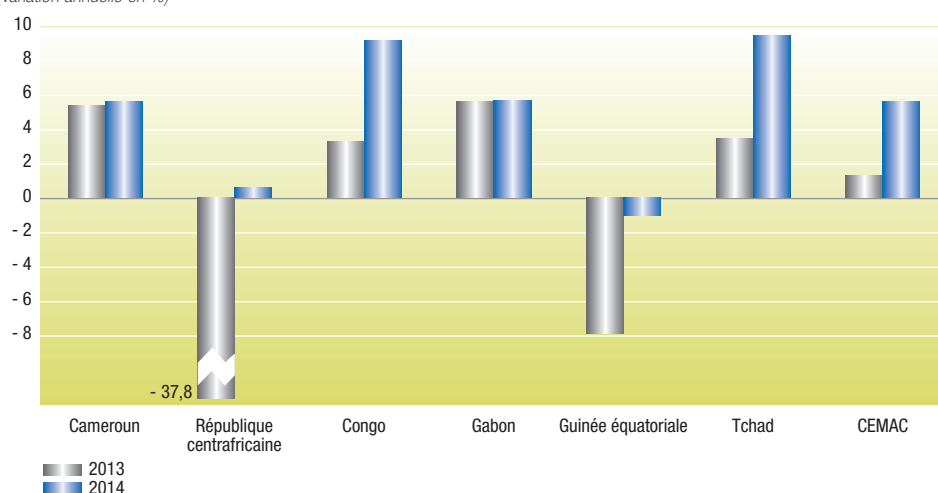
Le déficit budgétaire (base engagement, hors dons) devrait très faiblement se résorber (-1,8 % en 2014 contre -2 % en 2013 selon la BEAC), sous l'effet d'une hausse des recettes budgétaires (4,5 %) légèrement supérieure à celle des dépenses budgétaires (3,8 %). La situation budgétaire du Congo devrait cependant sensiblement se dégrader et devenir déficitaire (-7,6 %).

Concernant les échanges extérieurs, le déficit courant devrait persister, voire s'accroître, suite au repli de l'excédent commercial lié à la détérioration des termes de l'échange.

D'après le FMI, la croissance en 2015 devrait rester relativement dynamique en CEMAC, avec un taux s'établissant à 4,3 %.

### Croissance du PIB réel

(variation annuelle en %)



Source : BEAC.



## Tableau de bord Principales données

	UEMOA				CEMAC			
	2012	2013 <sup>a)</sup>	2014 <sup>b)</sup>	2015 <sup>b)</sup>	2012	2013 <sup>a)</sup>	2014 <sup>b)</sup>	2015 <sup>b)</sup>
Comptes intérieurs (en % du PIB)								
Taux de croissance du PIB réel	7,0	5,7	6,6	5,2	5,1	2,8	4,9	4,3
Recettes budgétaires	18,2	18,6	18,9	18,5	27,9	26,7	25,9	25,8
Recettes fiscales <sup>c)</sup>	16,1	17,0	–	–	9,1	9,7	10,5	–
Dépenses totales	23,5	24,7	25,9	25,2	29,4	28,6	25,4	28,5
dont dépenses en capital <sup>c)</sup>	7,4	10,0	–	–	15,4	14,0	14,6	–
Solde budgétaire global (hors dons)	- 5,3	- 6,2	- 7,0	- 6,7	- 1,6	- 1,9	- 1,4	- 2,8
Dette publique	38,0	37,3	38,1	37,6	20,1	22,4	24,0	24,8
Comptes extérieurs								
Exportations de biens et services (en volume, taux de croissance annuel %)	12,9	13,2	5,1	7,1	2,2	- 0,5	6,6	5,8
Importations de biens et services (en volume, taux de croissance annuel %)	20,0	14,1	11,5	8,4	2,1	3,2	5,8	6,0
IDE (en % du PIB)	2,9	3,4	2,8	3,5	5,4	4,8	4,1	4,8
Balance des transactions courantes, dons inclus (en % du PIB)	- 5,4	- 7,2	- 8,0	- 7,7	- 0,6	- 2,6	- 2,0	- 3,2
Politique monétaire								
Taux directeur de la Banque centrale, (fin de période, en points de base)	300	250	–	–	400	325	295	–
Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	2,7	1,3	0,6	2,3	3,8	2,1	3,4	2,8
Variation de la masse monétaire (en % par an)	6,1	10,0	12,1	12,6	16,1	8,4	6,2	7,2
Taux de change effectif réel (2005 = 100)	97,0	96,8	–	–	104,0	106,9	–	–
Réserves (en mois d'importations)	3,4	3,2	–	–	4,9	4,9	–	–

a) Estimations.

b) Prévisions.

c) Sources BCEAO/BEAC.

Sources : FMI (base de données WEO d'octobre 2014) et calculs Banque de France, sauf indication contraire.

2014

2015

CALENDRIER

27 mai

Colloque Banque de France – Ferdi  
« Réussir l'intégration financière en Afrique »

[Présentations et papiers de recherche](#)

3 octobre

Réunion des ministres des Finances de la zone franc (Paris)  
Publication du Rapport annuel de la zone franc

10 avril

Réunion des ministres des Finances de la zone franc (Bamako)

13-15 mai

Conférence des gouverneurs des banques centrales des pays francophones (Martinique, France)

### Éditeur

Banque de France  
39, rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris

### Directeur de la publication

Marc-Olivier Strauss-Kahn

### Rédacteur en chef

Emmanuel Rocher

### Ont participé à la rédaction de cette lettre

Véronique Genre, Maëlan Le Goff

### Réalisation

Direction de la Communication  
Service des Publications économiques

### Maquette

Pierre Bordenave et Angélique Brunelle



### Version internet

» <http://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc/rapports-annuels-de-la-zone-franc.html>

### Version papier

[comozof@banque-france.fr](mailto:comozof@banque-france.fr)

### Communiqué de presse de la Réunion des ministres des Finances de la zone franc du 3 octobre 2014

» <https://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc/reunions-des-ministres-des-finances-de-la-zone-franc/paris-le-3-octobre-2014.html>

6

N° 4 • Décembre 2014

<http://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc.html>